

Pour un socialisme du XXI^e siècle en France

Signataires :

JACQUEMIN Pascal - Conseil National et Premier fédéral, DEMONET Laurence - Conseil National, GRANDBASTIEN Jean-François - Conseil National, CHOSE-ROT Christophe - Premier fédéral adjoint, NEL Noël -délégué à la rénovation.

Et des adhérents de la Fédération du Parti Socialiste de Meurthe-et-Moselle :

AULNER Fabrice, BAILLET-BARDEAU Claudine, BARTHELEMY Claudine, BERTINET Anne-Marie, BENOIT Christian, BEZAZ Daouia, BIANCHI Jean-Pierre, BODIN René -membre BFA, BONHOMME Didier, BLONDIN Bernard, BRAUN Arthur -Président de la Commission de contrôle financier, BRAUN Hélène, BUEZ Daniel, Henri CHANUT, CHARPENTIER Michel, DELMAS Jean-Jacques, DEMARET Michel, DEPOIRE Nicole, DIPASQUALE Régine, DUCOS Monique, FOURMERY Corinne, GAUTIER-MAROLDT Marie-Dominique, GEBLER Jean-marc, GEIGER Michel -Conseiller fédéral, GERARDOT Christophe - Secrétaire Fédéral, GLESS Danielle, GRANDBASTIEN Martine -Conseillère fédérale, GRECOT Christian, GRIVEL Claude, HENRIET Valérie, HINSINGER Jacques, HOLDER Denis, JANIN Michel, JOUAVILLE Claude -Secrétaire fédéral, KAMRI WOELFFEL Laurent, KEIFFLIN Claude, KLAEYLE Josiane, KLING Bertrand -secrétaire de section, KOBUTA Jean-Michel, KOMOROWSKI Georges -Trésorier fédéral, LEMIUS Jean-Luc, LONGEAUX Philippe, MANEL Jacques, MATHIEU Laurence, MAUDINAS Danielle, MICHEL Jacqueline, MICHEL Jean-Pierre, MUZZARELLI Marie-Louise, OLIVIER Laurent, PARIS Rachel, PIEROT Josiane, SCHMITZ Henri, TATALA Monique, VARNIER Christian, VINCHELIN Jean-Paul, VORMS Francine, VIRION Christine, ZIEGLER Jean-Marie.

La fédération du Parti Socialiste de Meurthe-et-Moselle a mis en place un Forum de la rénovation qui s'est déroulé du 25 avril au 27 mai 2008 en 6 réunions dans les villes de Lunéville, Blénod les Pont-à-Mousson, Villers lès Nancy, Haucourt, Toul et Seichamps. Sur l'ensemble, le Forum a regroupé 122 participants. Cette contribution est le résultat d'un travail collectif. Elle est consacrée à la question des dimensions prioritaires du nouveau projet socialiste.

1. Pour une rénovation de la doctrine socialiste

En ce début de 21^{ème} siècle, le socialisme rénové que notre Parti entend proposer au peuple français doit présenter deux caractéristiques de base : être ouvert aux valeurs universelles humanistes qui relèvent de sa tradition et que l'évolution du monde contemporain rend encore plus nécessaires ; et s'inscrire résolument dans le contexte de notre nation, notre culture et notre histoire, éléments fondamentaux de notre identité.

Si historiquement, le socialisme s'est construit aussi par rapport à certaines doctrines, philosophies et idéologies comme le marxisme et le libéralisme, qui ont pu l'influencer sur certains points par le passé, il est indispensable à présent de rester fidèles aux grandes valeurs socialistes traditionnelles et de répondre en même temps, à partir de ces valeurs, aux questions nouvelles que le monde contemporain nous pose et que les doctrines du passé ne pouvaient aborder ou n'abordaient pas assez (l'individu, l'environnement par exemple).

La mondialisation nous oblige à clarifier la conception que le socialisme a du pouvoir et des luttes qui en découlent nécessairement pour le salariat. Au traditionnel modèle hiérarchique avec pôle des dominants et pôle des dominés, toujours valable pour les organisations et grandes entreprises bien ancrées à notre territoire, il faut ajouter à présent un autre modèle qui rende compte des délocalisations avec leurs relations en réseau entre centres de domination et pôles de résistance. Cet autre modèle aidera à penser partout les luttes contre toutes les injustices ainsi que l'indispensable bataille

idéologique (les questions de l'emploi comme du travail, par exemple) où nous n'avons pas toujours été suffisamment présents.

Les classes sociales n'ont plus aujourd'hui les mêmes caractéristiques que par le passé. Ainsi, l'ancienne classe ouvrière, fondée sur le travail surtout matériel et productif, s'est transformée en un salariat où les différences entre ouvriers, employés et cadres tendent à se réduire et où le travail n'est plus seulement matériel. C'est ce nouveau salariat que le socialisme doit défendre, au niveau national comme au niveau européen, sans délaissier les autres catégories frappées par les injustices.

Visant une société du bien-être et du bien vivre ensemble, soucieux d'imposer un développement humain durable, le socialisme du 21^{ème} siècle doit déployer son action dans les trois domaines prioritaires qui définissent cette notion de développement durable : le social au sens large, l'environnemental et l'économique. Ces trois domaines en interrelation sont marqués par des contraintes externes, plus ou moins fortes. Si l'économique est très largement contraint par le contexte mondial et européen, il importe de toujours refuser la marchandisation généralisée : celle de l'éducation, de la santé, de la culture, de la justice, des loisirs. Sur les questions écologiques, qui relèvent aussi de facteurs externes et planétaires, il convient de rattraper notre retard de réflexion et de forger notre doctrine en privilégiant les facteurs de développement humain et d'emplois nouveaux. Il nous faut alors penser conjointement production et recyclage, économies et reconversion dans les énergies, élimination de la pollution, protection des services publics sur les biens vitaux. Il nous faut donc clarifier notre position sur les 3 scénarios possibles : croissance soutenue, « croissance zéro », « décroissance soutenable » ou décélération. Un seul de ces scénarios est-il à privilégier ou les 3 doivent-ils être mobilisés selon les secteurs ?

Pour mener à bien toutes ces tâches difficiles, le parti socialiste doit entreprendre de rénover en profondeur son fonctionnement interne. Parti de militants, il lui importe de revitaliser sa vie démocratique, d'affermir le sens de la discipline qui suppose le respect du vote des militants, le débat interne qui doit demeurer interne, la sanction des dérives. Parti d'élus responsables, il doit renforcer la responsabilité politique et morale des élus dans une charte éthique. Enfin, le non cumul des mandats, leur limitation en nombre et en temps repré-

sentent la voie pour favoriser l'accès du plus grand nombre de militants aux responsabilités politiques de demain.

2. Pour une rénovation de la politique sociale du PS

Une politique sociale rénovée impose d'articuler au moins 6 domaines prioritaires structurant le « bien-être durable » pour l'individu et pour la collectivité : le lien social, l'emploi, la famille, l'école, la santé et la sécurité.

Renforcer le lien social

La cohésion sociale concerne les deux grands champs de l'exploitation économique et de l'exclusion sociale, qui se recoupent sans se confondre. La société doit permettre à chaque citoyen de participer au développement tout en recueillant équitablement les fruits de celui-ci. Or, le nombre de pauvres et de précaires en France est alarmant, et aux exclus du travail s'ajoutent les exclus de l'échange social.

Même s'il existera sans doute toujours une part incompressible d'exclusion, liée à la marginalité affective et culturelle, le devoir de solidarité nous conduit à aider l'exclu qui le souhaite à s'impliquer dans le processus social. Les difficultés à repérer les exclus, malgré les instances et travailleurs spécialisés attachés à cette tâche, et en raison de la discrétion des victimes, nous imposent à présent d'installer une veille sociale efficace et un travail systématique en réseau : entrer en relation avec les exclus, les conseiller, les accompagner, les aider si besoin est.

Attentif aux questions sociales, qui sont au cœur de ses finalités, et soucieux d'enrayer l'exclusion de masse, le socialisme doit donc créer une perspective politique qui installe un équilibre entre socialité de l'Etat, socialité professionnalisée, socialité des relations d'entourage. Cela signifie lutter vraiment contre toutes les formes d'exclusions non prises en charge à ces différents niveaux.

L'Etat doit mieux affronter cette grave question, notamment avec un authentique Revenu de solidarité active, une sécurisation de l'emploi, une politique du logement accessible, et le soutien à une économie de services d'aides à la personne.

Du côté professionnel, les actuels chantiers d'insertion ne sont pas assez efficaces et il faut trouver un niveau supplémentaire d'action. C'est surtout dans la formation et l'accompagnement individualisé qu'on devra chercher certains de ces autres outils, car il faut développer les métiers d'aide à la personne par l'accompagnement et le suivi personnalisés de ceux qui sont en situation d'exclusion.

L'économie solidaire, l'entreprise sociale favoriseront l'éclosion de structures pertinentes (épicerie sociale par exemple) repoussant l'assistanat et l'action strictement caritative. Elles engageront mieux l'exclu dans le désir de retrouver sa dignité et sa capacité créatrice.

Sécuriser et développer l'emploi

Dans le champ de l'exploitation économique, notre Parti doit réaffirmer avec force la valeur du travail, élément essentiel de l'intégration

sociale, et lancer à cet effet un engagement national pour l'emploi.

Réaffirmer la valeur du travail passe par l'analyse critique des 35 heures, par lesquelles les socialistes ont pu laisser croire que réduire le temps de travail conduisait automatiquement à partager. Or, deux difficultés se sont imposées. La difficulté économique a montré que réduire la durée du travail, tout en maintenant au mieux compétitivité et volume de production, obligeait à réorganiser le processus de production, ce qui ne pouvait se faire correctement que là où existait une décomposition rationnelle des tâches. La difficulté symbolique a concerné le sens trop peu clair de cette réduction : était-ce une réponse à une urgence économique ? une solidarité décrétée d'en haut ? un encouragement au temps libre personnel ? Reprendre cette politique des 35 heures nécessitera de l'expliquer en profondeur et de la négocier en l'inscrivant dans une perspective plus claire et plus large, celle du temps de travail choisi - et non subi - autorisant pour qui le souhaite une gestion personnalisée et négociée de son temps de travail et de liberté.

En ce sens, les nouvelles propositions du Parti socialiste sur le travail peuvent relever de 3 grandes mesures structurantes.

La première mesure concerne l'accessibilité permanente à l'emploi : premier accès des jeunes, possibilité de continuité pour les actifs risquant ou subissant le chômage, retour des seniors à l'emploi. Au plan économique, cette accessibilité est conditionnée largement par la croissance, et la politique socialiste doit toujours favoriser une certaine croissance économique assurant le bien-être social. La progression des salaires est nécessaire, les salariés français sont très productifs, et c'est à présent le coût du capital qui fait gravement problème (salaires de certains patrons et rendement excessif de l'actionnariat). L'accès des jeunes à l'emploi devra relever d'un accord national entre Etat, Enseignement et Entreprise, accord débouchant sur un engagement ferme et le respect des niveaux d'études atteints. La sécurisation des parcours professionnels permettra la continuité du travail des salariés, surtout si la politique socialiste peut aider à opposer au réseau d'entreprises multinationales délocalisant un réseau local d'entreprises solidaires. Il ne faut pas perdre de vue en effet que 97 % des entreprises françaises sont à moins de 50 salariés et qu'un maillage de ces petites et moyennes entreprises à activités similaires ou complémentaires est possible. Enfin, le retour des seniors est à encourager partout, notamment là où l'aide à la personne en difficulté professionnelle est requise.

La deuxième mesure structurante concerne le bien-être dans l'entreprise et la défense des salariés. Si les premières mesures - phare consistent à augmenter les salaires et le SMIG, à défendre le code du travail, au besoin en le revoyant sur certains points malmenés, et à favoriser le dialogue social permanent, il faudra surtout proposer une définition du travail du 21^{ème} siècle qui réponde au double impératif de bien-être individuel et de solidarité collective dans l'entreprise. Cela conduit à proposer une Charte de l'entreprise solidaire traitant les questions de la création d'emplois, la formation pour tout au long de la carrière, l'emploi des jeunes, des seniors, des « peu qualifiés », la lutte contre les licenciements boursiers et profits abusifs, la redéfinition de l'actionnariat. Il faut créer aussi le Protocole de temps choisi permettant au salarié de définir et faire valider son projet professionnel, de bénéficier d'allègement du temps de travail s'il le veut et si c'est accepté. La lutte contre la pénibilité de certaines tâches nécessitera l'augmentation du nombre d'inspecteurs et médecins du travail. Enfin, il faudra aller progressivement vers un SMIC européen et un syndicalisme européen plus solidaire.

La troisième mesure structurante vise l'adéquation des compétences professionnelles aux besoins et métiers nouveaux. Une gestion prévisionnelle des emplois et compétences doit servir de pilotage général. Il est urgent de développer certains secteurs professionnels : emplois de l'économie de services, du développement durable, de l'économie numérique, mais aussi emplois disponibles et pourtant délaissés par les Français, dans lesquels les questions de pénibilité et de salaires sont importantes.

Soutenir les familles

Attentif à la question des familles en général et en particulier à celle des familles en grande difficulté, le Parti socialiste se doit de fonder un nouveau pacte entre générations qui scelle les relations à l'intérieur de la famille comme entre la famille et l'extérieur.

Le poids croissant de l'économie, la transformation par effritement de la société salariale, les effets du chômage et de la précarité ont transformé corrélativement les structures familiales. Et l'allongement de la durée de la vie pose à présent la question de la solidarité à l'égard des ascendants familiaux. Le Parti socialiste doit prendre en compte l'ensemble de cette situation difficile, où l'un des faits majeurs est l'accroissement des familles monoparentales, situation qui rend même problématique la définition de la notion de famille. Il doit le faire en dehors de toute politique normative voulant prescrire le retour ou le maintien du modèle idéologique passé.

Une première nécessité est de conduire l'examen systématique du droit français de la famille, de façon à viser la meilleure adéquation du droit à l'évolution des situations familiales réelles. C'est ce qui a été fait par le passé pour le PACS. Il faut étudier notamment l'équilibre des responsabilités entre hommes / femmes dans la construction et déconstruction de la famille (droit du père divorcé, par exemple), les droits de l'enfant et des proches, les nouveaux droits pour familles pauvres.

Une autre nécessité consiste à lutter contre la paupérisation grandissante des familles. Sur ce point, des mesures économiques s'imposent pour augmenter les salaires et prestations familiales, en indexant les allocations familiales, perçues dès le premier enfant, sur les revenus et non pas sur le nombre d'enfants. Il convient aussi de solutionner la question de l'accès au logement, question cruciale pour toutes familles décomposées, surtout quand des femmes restées sous la dépendance financière du conjoint n'ont pas les possibilités financières requises. Un Service public de la petite enfance devra accueillir en priorité les enfants des familles pauvres. Une politique du temps péri et extrascolaire pourra faciliter l'accès aux loisirs de ces mêmes familles. Une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie permettra de ne pas oublier les ascendants parentaux en perte d'autonomie. Une Ecole des parents, indispensable dans une société ouverte aux différences culturelles, réapprendra les bases de l'éducation et informera sur les différents styles éducatifs.

Rénover durablement le système éducatif

Depuis 45 ans, les réformes du système éducatif se sont succédées, sans supprimer la reproduction des inégalités sociales. L'école s'est massifiée, les fondamentaux ont souffert, le clivage entre culture générale et culture technique perdure, l'insertion professionnelle est difficile. Des Etats généraux de l'Ecole devront permettre de répondre à 3 impératifs : définir une politique éducative du long

terme ; traiter la question d'une meilleure adaptation du système éducatif aux réalités professionnelles ; lancer une ambitieuse politique de grands travaux du savoir et de la recherche.

La politique éducative attend de l'Etat qu'il conforte le droit à l'éducation dans un cahier des charges national pour le long terme : programmation d'équipements et de moyens ; réorganisation des classes et cycles, de façon à permettre le travail en petits et grands groupes (de niveau, d'activités, de suivi) ; transformation des établissements en Maisons des savoirs et apprentissages, ouvertes le plus possible, notamment à l'Ecole des parents.

D'une Conférence nationale « Ecole et métiers » sortira une meilleure adaptation du système éducatif aux réalités professionnelles. On précisera ainsi la culture professionnelle à prodiguer et les partenariats y concourant. Rôles des entreprises, conception des stages, informations permanentes sur les métiers, organisation de l'enseignement en alternance, logique d'apprentissage sur toute la vie, avec validation des acquis de l'expérience et unités capitalisables, seront les points forts de ce continuum éducatif à promouvoir.

La politique des grands travaux du savoir et de la recherche relève aussi d'un Etat moderne soucieux de ses devoirs en matière de formation permanente de ses enseignants, tourné vers la définition d'une culture du 21^{ème} siècle, attentif au dialogue avec les parents comme à l'évolution des métiers et à l'orientation des élèves. Cette culture moderne, ne reniant pas la culture traditionnelle, doit préciser la part des savoirs transversaux : savoir apprendre, penser, communiquer par l'oral, l'écrit, le corps, les langues étrangères, les technologies de l'information, les mathématiques et la créativité. Elle confortera les savoirs instrumentaux, techniques et professionnels. Enfin, privilégiant la culture de la tolérance, elle actualisera la notion de laïcité, en passant d'une absence d'apprentissage des questions de religion et de politique à un enseignement rigoureux et historique sur ces questions.

Améliorer le système de santé

Il est impératif d'en finir avec la dégradation constante de notre système de santé. Des Etats généraux de la santé devront proposer la loi la plus consensuelle possible, qui permette de surmonter les difficultés. L'urgence absolue impose de fonder d'abord un grand Hôpital public. Pour cela, il faudra redéfinir les places respectives de l'Hôpital public et des cliniques privées sur notre territoire. La modernisation des équipements lourds et une politique de constructions nouvelles attendent d'être lancées. La nécessité de créer des postes de médecins et de personnels soignants est une évidence. Si la question des 35 heures à l'hôpital a rencontré de graves difficultés, c'est précisément sur ce dernier point.

Les citoyens attendent ensuite une meilleure adéquation des soins aux besoins sociaux actuels. Développer la médecine préventive est une obligation maintes fois annoncée et maintes fois déçue. Il en va de même avec la médecine du travail, où les carences sont fortes. La médecine des jeunes n'est pas assez développée, alors que les problèmes à ce niveau sont bien connus, qu'il s'agisse des questions de l'alcoolisme, de la consommation de substances illicites, du manque d'information sur la sexualité, de la violence ou des suicides. A l'autre bout de la chaîne de la vie, la médecine des personnes âgées ré-

clame aussi beaucoup d'attention. Reconsidérer la densité médicale dans nos régions devient à présent un impératif, et des Maisons de santé pourront permettre d'y répondre. La lutte contre les inégalités sociales de santé revient à l'ordre du jour, quand la remise en cause de la CMU et les franchises médicales surgissent. Enfin, des cantines scolaires au suivi des situations sociales de précarité et exclusion, les chantiers d'intervention ne manquent pas.

Pour assainir la situation difficile de l'assurance maladie, il faudra vite en revenir à un équilibre entre les recettes issues de la politique de l'emploi et des salaires et les dépenses générées par la politique du médicament, où interviennent l'industrie du médicament avec ses laboratoires et visiteurs médicaux, les médecins et les pharmaciens. Pour l'industrie du médicament, il semble nécessaire de conforter le recours aux médicaments génériques ; pour les médecins, de contractualiser leurs droits et devoirs par profession et maladie ; pour les pharmaciens, de privilégier le droit de grande substitution au lieu de l'automédication laissée à la responsabilité des seuls patients.

Dans le secteur de la recherche médicale, au moment où les questions environnementales sont de première importance, notre devoir est de soutenir fermement les recherches nouvelles sur toutes les maladies en rapport avec les dysfonctionnements de notre environnement et les dérèglements qu'ils produisent sur notre santé.

Garantir la sécurité des citoyens

Notre passé récent a été marqué par une considérable inflation de lois sur la sécurité, notamment de 2002 à 2008. Sans jamais entrer dans cette frénésie ou cette dérive sécuritaire, le Parti socialiste ne peut ignorer ces questions qui sont importantes pour le bien-être en société. Il lui faut annoncer fermement son engagement pour une sécurité durable et une justice démocratique.

Une clarification de ses valeurs de base en ce domaine serait utile. Il s'agit de la distinction entre délinquance initiatique du jeune en mal d'adolescence, délinquance pathologique individuelle relevant de la psychiatrie, délinquance d'exclusion sociale pouvant expliquer sans les excuser certains actes violents de certaines catégories de la population. Il y a aussi la distinction entre ordre public et ordre social, assortie du principe de précaution sociale, et l'inscription de la sécurité au titre de la préservation des libertés de base. Il y a encore, la dialectique prévention/ répression dans le traitement du phénomène violent. Et enfin, il y a la question de l'intégration de l'Autre dans la République française. Cette clarification aiderait à évacuer les simplifications grossières affectant la politique socialiste en matière de sécurité.

Pour déployer sa politique de sécurité durable, notre Parti doit conjuguer les complémentarités. Cela concerne les métiers de la police aux différents échelons, ceux de la police urbaine, municipale, de proximité et ceux des niveaux national et international de la police affectée à la grande délinquance et aux trafics en tous genres. On doit éviter de basculer dans les excès occasionnés par les politiques du chiffre et en revenir aux politiques partenariales de proximité.

Une politique de la sécurité ne peut se concevoir sans politique de la justice qui lui soit complémentaire. Pour cela, le citoyen doit d'abord être placé au cœur même de la justice, avoir accès à des Maisons de la justice et du droit, bénéficier d'un service public de la défense, voir

renforcée la présomption d'innocence et protégé le droit des victimes. La justice des mineurs attend d'être elle aussi renforcée par la primauté à l'éducation sur la répression, le recours à des mesures alternatives pour les primo-délinquants, l'augmentation du nombre de juges pour enfants, le développement de structures d'hébergement mi-éducatives, mi-psychiatriques, le retour aux éducateurs pour lutter contre les violences scolaires, la prise en charge des mineurs les plus difficiles.

L'institution judiciaire elle-même devra enfin être réformée en ses dysfonctionnements majeurs. Ce serait aller vers le renforcement de l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature comme de l'inspection des services judiciaires, et vers l'interdiction effective des nominations de complaisance. Dernière nécessité, et non des moindres : il faudra humaniser enfin nos prisons, les équiper de services de santé notamment mentale, et y mettre en œuvre une préparation sérieuse à la réinsertion

3. Pour une politique socialiste moderne de l'environnement

Le PS se doit d'assumer pleinement une politique moderne de l'environnement, adaptée aux multiples et importants problèmes posés et soucieuse d'y remédier le plus efficacement possible.

Plusieurs raisons le lui imposent :

- l'état de la planète voit proliférer les problèmes de la pollution, changement climatique, crise énergétique, extinction d'espèces, maladies émergentes, augmentation de la pauvreté, risques de guerre. La majorité des scientifiques affirme à présent que notre écosystème planétaire est entré en crise depuis les années 1970 et nous fait changer de niveau dans l'échelle des problèmes ;
- l'évolution du libéralisme vers la surproduction et la surconsommation met en péril les ressources et biens vitaux ;
- l'action de la Gauche doit devenir cohérente, rigoureuse et ambitieuse, en faveur de ce que l'on appelle le « développement durable ».

Mais les difficultés de la tâche sont évidentes :

- la plupart des notions clés d'une politique de l'environnement ont besoin d'être clarifiées et redéfinies dans une perspective socialiste. Ainsi, celle de « développement durable ». Le libéralisme soutient en lui l'orientation vers le développement économique et la croissance permanente. Le socialisme est attaché en lui à un bien-être durable dans le temps et profitable au plus grand nombre, en réponse à la nécessaire satisfaction des besoins vitaux des générations actuelles et futures. En ce sens, la notion de croissance doit être revue, de façon à ne plus reposer seulement sur des paramètres économiques et matériels.
- une autre difficulté est qu'une politique de l'environnement ne peut que reposer sur les avancées scientifiques des experts et de la recherche, lesquels sont par définition en proie à la prudence, au doute, parfois à la contradiction. Et cette réalité ne peut que compliquer la prise de décision politique, qui doit se nourrir de certitudes quand elle se voit contrainte d'anticiper les difficultés à venir.
- une troisième difficulté est bien résumée dans la formule « penser global, agir local ». L'écologie substitue aux notions de milieu, environnement, nature, celle d'écosystème qui englobe toutes les espèces vivantes (animaux, végétaux, humains) dans une niche

autorégulée que le développement industriel peut perturber. L'échelle de toute réflexion sur l'environnement est donc la planète, quand l'amplitude du champ de l'action politique se restreint souvent à la ville, à la région ou au pays. Il peut en découler des freins à l'action politique quand celle-ci relève de conditions qui nécessitent des accords à un niveau transnational, européen et planétaire.

Pour une autre croissance

Les socialistes ne peuvent plus tolérer l'impérialisme de la croissance fondée sur la seule comptabilité économique du PIB et aboutissant, dans le cadre du système ultralibéral dérégulé, à l'accumulation de biens, richesses et ressources pour les plus favorisés ainsi qu'à la destruction des écosystèmes. Il leur faut donc redéfinir leurs modèles de la croissance et du système politique adéquat. Et, nous ne sommes plus dans un système politique ouvert ; ce sont des pays qui contrôlent les ressources.

La question pour des socialistes n'est pas uniquement de savoir si la nature peut nous fournir longtemps les ressources nécessaires, question problématique quand des affirmations contradictoires sur ce point ne cessent d'être produites concernant les ressources de base, énergétiques et alimentaires. La question centrale est de savoir si la production peut déboucher sur la consommation, presque partout dans le monde ; donc de savoir si les destinataires de la croissance sont solvables. Or, il nous faut constater cette accablante réalité que la surexploitation des ressources n'aboutit qu'à creuser le fossé entre riches et pauvres et à faire le lit de la pauvreté dans le monde.

Face à ce drame, le paramètre social devient prépondérant, y compris dans notre pays où la pauvreté se développe. Et, quand la science réfléchit de façon planétaire sur les écosystèmes et la qualité de la biosphère, le paramètre environnemental ne peut être mineur. Il en découle que le modèle socialiste de la croissance doit conjuguer étroitement les 3 finalités du social, de l'environnemental et de l'économique. Définir une autre croissance revient donc à chercher comment traiter ces 3 paramètres en même temps.

Les socialistes doivent chercher la croissance maîtrisée, équilibrée, régulée. Le rôle de l'Etat est alors d'encadrer la régulation économique par la régulation sociale et environnementale. Son niveau d'action est celui des grands équilibres à respecter, des planifications à remettre en vigueur concernant l'aménagement du territoire urbain et rural, des prévisions raisonnables à proposer, fondées sur l'état présent des sciences.

Cela suppose une économie de l'environnement privilégiant le bouclage des flux de matière, une plus grande durée de vie des produits conçus pour être recyclés car la production de déchets est incompatible avec le développement durable, la création de produits fonctionnels destinés à durer. Cela permet encore la création d'emplois nouveaux. Cela suppose aussi une économie sociale cherchant la synergie entre acteurs et entreprises, entre entreprises elles-mêmes, de façon à trouver les meilleurs usages possibles, notamment dans des réseaux de proximités.

De la même façon que la globalisation ne sera jamais uniforme ou homogène dans le monde, tant les écarts de développement sont grands entre pays en général, entre pays du Nord et pays du Sud en particulier, la croissance régulée ne sera pas uniforme en France. Les

problèmes actuels du pétrole imposent de faire une certaine décélération dans l'utilisation du carburant. La hausse excessive des prix fait de même pour les produits alimentaires. On peut donc penser que la croissance globale régulée par la politique économique socialiste sera différentielle : croissance réelle dans certains cas, croissance zéro ou décélération dans d'autres.

Pour l'utilisation d'indicateurs synthétiques

Pour prouver durablement qu'ils ne sont pas uniquement soucieux de bien gérer l'économie de marché en la moralisant et en l'expurgant, les socialistes doivent envoyer à la population des signaux forts de leur manière spécifique de gouverner. Ces signaux sont la mise au point d'indicateurs explicites dans les 3 domaines de l'économique, du social et de l'environnemental. Le message nouveau serait donc : le PIB et la croissance sont des indices certes importants qui concernent la santé économique du pays, ils doivent cependant être accompagnés d'indices de la qualité de vie en société et d'indices de la bonne santé de l'environnement. Ces 3 séries d'indices ne se combattent pas, mais s'épaulent et s'éclairent mutuellement.

En ce qui concerne l'économie, le PIB est en vigueur, ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas à être amélioré. Il doit à présent tenir compte des coûts sociaux : sur le plan environnemental, des impacts écologiques négatifs, et sur le plan social, du travail domestique, du travail bénévole, de l'évolution de la santé sociale (inégalités et pauvreté).

En ce qui concerne le social, il existe notamment le BIP (Baromètre des inégalités et de la pauvreté), indice qui résume plus de 60 indicateurs regroupés en 6 domaines : revenus, emplois, éducation, logement, santé, justice. Il révèle notamment que les inégalités ont monté en France depuis 20 ans. Il existe aussi l'IPH (indice de pauvreté humaine) qui classe pour 2007 la France en 11ème position sur les 19 pays classés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), les pays du Nord étant en tête. Il existe encore l'IDH (Indice de développement humain) analysant 175 pays des Nations Unies : la France est au 12^e rang, toujours derrière les pays du Nord.

En ce qui concerne l'environnement, certains indicateurs existent déjà. Ainsi, l'empreinte écologique calcule la surface (en hectares) dont la population dépend, surface concernant agriculture, sylviculture, pêche, terrains construits. Cet indice révèle que la généralisation au monde entier du modèle américain nécessiterait 5 planètes, celle du modèle français en réclamant 3 de son côté. Il existe encore le « PIB vert » qui veut couvrir toutes les variables du développement durable.

Les socialistes français pourraient mettre au point leur propre indicateur de développement humain durable intégrant les 3 dimensions (économique, sociale, environnementale) et répondant aux caractéristiques de notre pays.

Pour être bien perçus par la population, les indicateurs environnementaux doivent être simples et accessibles. Ainsi, la production industrielle doit être évaluée par des indices signifiant la nécessité de tendre vers « zéro déchets » : d'où le recyclage, le réemploi possible de tout produit manufacturé.

La pollution quant à elle doit tendre vers la « pollution zéro » : d'où la nécessité d'éviter les pesticides notamment les insecticides, comme

la critique à adresser au mot d'ordre « pollueur payeur », décision comptable qui ne résout pas le problème, quand il faudrait par exemple produire en tête de gamme de produits un produit non pollueur. Dans l'environnement, il y a nécessité d'évaluer par des indicateurs l'équilibre à respecter entre urbanisation / environnement. Il faudrait encore penser à des systèmes de production locaux, à la relocalisation énergétique en mettant en œuvre des réseaux de chaleur collectifs.

Les indicateurs existants n'empêchent en rien la création d'indicateurs nouveaux, synthétiques, obligeant à considérer ensemble les dimensions économiques, sociales et environnementales, et compatibles avec les indicateurs internationaux. Cette démarche imposerait de relativiser la valeur de certaines décisions par considération des effets négatifs susceptibles d'être produits (bilan carbone par exemple) et de valoriser celles produisant des effets positifs (« zéro déchets », « zéro pollution », etc..).

Il faudrait encore écouter davantage les salariés en prise directe avec certains risques sanitaires et tenter si possible d'anticiper, comme dans le domaine des risques naturels.

Lutter pour la défense de l'environnement

« Agir local », « Agir national », « Agir avec l'Europe », « Agir pour la planète » sont des urgences. Mais par où commencer et à quel niveau se battre ? Et surtout, en faisant attention à ne pas leurrer les citoyens, en ne promettant pas l'impossible !

Il est un niveau immédiatement accessible : celui des intercommunalités. Quand il s'agit de particuliers, on a un pouvoir d'action : prime d'aide à l'installation solaire, par exemple. Quand il s'agit de patrimoine, on a un pouvoir de décision. Par ailleurs, il est des régions françaises qui se sont engagées résolument dans l'action : la Région Rhône-Alpes qui a demandé à une association de travailler sur l'IDH (Indice développement humain) et IDD (indice développement durable) ; la Région Nord-Pas de Calais qui travaille sur certains indicateurs du PNUD.

D'évidence, il faut mobiliser toute la société pour la défense de l'excellence environnementale. Mais il n'est pas nécessaire d'attendre que tout vienne du gouvernement ou que les socialistes européens soient prêts à s'engager sur ce terrain, ce qui sera cependant indispensable. Il faut aller très vite dans certains domaines (fret SNCF ou santé) et savoir même parfois créer le « scandale vertueux » !

Il existe de multiples organisations, institutions, associations engagées dans la bataille pour l'environnement, la nature, la solidarité, le développement. Des militants socialistes peuvent en faire partie. Le PS se doit donc d'être à leur écoute et d'entrer en relation avec ces laboratoires d'idées, facteurs de changements nécessaires et instruments d'une veille efficace.

4. Pour une politique socialiste de l'économie au XXI^e siècle

Le monde vit actuellement dans un système économique dominant : le capitalisme mondialisé. Depuis l'origine, les caractéristiques principales de ce système sont constantes : propriété privée des moyens de production, liberté des échanges économiques, recherche du profit, ré-

munération du travail par le salaire. Portée par les technologies de l'information – communication et facilitée par la dérégulation, la mondialisation a accentué ces caractéristiques, notamment la recherche du profit. Le libéralisme, mouvement philosophique né en Europe aux 17-18^{èmes} siècles, prône depuis le début la primauté de l'individu et, sous sa forme économique, la non intervention de l'Etat. Capitalisme et libéralisme économique peuvent donc se conjuguer et se confondre, nous faisant passer de la société de consommation à la société de consommation de masse et à la société d'hyperconsommation. Mais, même mondialisés, capitalisme et ultralibéralisme ne sont pas homogènes et dépendent de la culture, de l'histoire, des institutions des pays qui s'en réclament. Il y a ainsi des objectifs sociaux affirmés dans le capitalisme des pays du Nord.

Traditionnellement humaniste, la Gauche française ne s'appuie pas autant que d'autres PS européens sur le mouvement social. Devenue à présent surtout le parti de la classe moyenne, tenant parfois des discours « rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur », elle a mis 25 ans à accepter l'économie de marché, au fil d'étapes historiques comme l'acte unique, Maastricht, etc.. Elle est entrée dans l'Europe avec un programme social hérité de la Résistance (Etat fort, services publics forts). Marquée par l'altermondialisme, elle souligne surtout les aspects négatifs de la mondialisation, qui sont certes indiscutables : recul de la souveraineté des Etats, économie destructrice d'emplois, augmentation des inégalités sociales, atteintes graves à l'environnement. Pourtant, il faut bien affronter la mondialisation par une politique socialiste progressiste, à l'échelon national et européen.

Réguler la mondialisation économique

Hyperproduction, hyperconsommation, hyperprofits ne peuvent se combattre que par une action concertée à l'échelle mondiale. Celle-ci exige d'abord une démocratisation effective des grandes institutions internationales : le FMI (avec un socialiste français à sa tête) ne doit plus autoriser le seul droit de veto des Etats-Unis ; la Banque mondiale ne doit plus faire nommer son dirigeant par le seul Président des Etats-Unis ; l'OMC (avec à sa tête un socialiste français) doit s'occuper davantage des pays émergents.

Il est ensuite indispensable de moraliser les grandes firmes internationales, notamment françaises, pour limiter ce pouvoir exorbitant qu'elles exercent sur la situation des pays dans lesquels elles interviennent (financement de certains partis politiques, influences sur le vote des lois, corruption). Si leur responsabilité était aussi décrétée comme morale et pas seulement financière, les risques qu'elles affrontent comporteraient alors les conséquences de leurs actions sur le pays, ses structures sociales et son environnement. Il serait de plus urgent d'installer un droit mondial de la concurrence avec une autorité mondiale le garantissant.

Une des impérieuses nécessités pour l'avenir consiste à redéfinir l'équilibre Nord / Sud. Cela implique d'abord de repenser l'aide aux pays pauvres (une vingtaine de pays dont 14 en Afrique) : substituer le don à la dette ; abandonner la conditionnalité, qui soumet l'aide à des conditions de remboursement telles qu'elle interdisent aux dirigeants des pays aidés d'agir chez eux pour l'éducation, la santé, la croissance ; favoriser l'investissement direct ; promouvoir le commerce équitable. Et par dessus tout, supprimer toute connivence avec les dirigeants corrompus !

L'Europe est évidemment l'un des échelons majeurs de l'action à mener pour réguler le capitalisme actuel. Si les modalités d'action évoquées sont mises en œuvre, on peut penser faire de la mondialisation un atout, s'en servir pour aboutir à une politique plus sociale et plus juste, à condition que tous les partis socialistes européens s'entendent sur ce point. On attend donc cette Europe sociale où la fiscalité européenne aussi bien que de grands travaux européens et des lois d'uniformisation permettraient l'égalisation progressive des salaires, la hausse du pouvoir d'achat des salariés, et une moralisation des profits des entreprises.

Orienter l'économie française vers le bien-être de tous

À la place de l'ultralibéralisme, un socialisme moderne doit déployer une autre politique fondée sur une autre conception de la croissance. Cela suppose un autre cadre de pensée dégagé du primat de l'économie, du productivisme, de l'idée que la croissance économique entraînera automatiquement le bien-être social. Il nous faut donc à présent un projet de société où l'économie soit au service du social et de l'environnement. C'est chercher une société fondée sur le développement humain, mesuré ou évalué par d'autres indicateurs que le PIB et la valeur monétaire.

On doit alors considérer comme une véritable chance historique à saisir le défi que l'écologie impose à la planète tout entière et à notre pays en particulier, car cela nous conduit à rééquilibrer l'économie et à tenter une certaine décélération de la croissance. Il faut cependant préciser qu'améliorer l'environnement, combattre vraiment la pollution ne doit pas reposer sur la possibilité d'acheter financièrement le droit de polluer, comme le défendent certains pays.

Au plan social, le bien-être n'est pas qu'une question individuelle et strictement matérielle. Même s'il est en partie subjectif, il relève de moyens collectifs connus : assurer l'emploi en réduisant le plus possible le chômage ; aboutir à des salaires décents ; mieux distribuer les richesses ; mais surtout refuser la marchandisation des biens et services publics que sont et doivent rester l'éducation, la santé, les loisirs, la culture, la justice. Une société plus juste protège les droits à l'école, au logement, à l'accès aux soins, aux déplacements vitaux et à l'énergie. Ce sont nos priorités sociales absolues. Et des enquêtes sociologiques régulières doivent permettre officiellement d'évaluer l'existence réelle et l'efficacité de ces priorités affichées, qui ne se cantonnent pas à la traditionnelle redistribution et attaquent les inégalités à la racine.

Redéfinir les priorités de l'Etat

Les relations entre l'Etat et l'économie ont fluctué au fil du temps, même si l'étatisme a été le plus souvent associé au socialisme. La Première guerre mondiale a marqué un premier tournant, avec la promotion d'industriels et d'un courant technocratique au cœur de l'Etat. Avec la crise des années 30, on a cherché à rationaliser les finances publiques. L'effondrement de 1940 a réorienté encore l'Etat dans une économie dirigée, la Libération portant la marque de la Résistance (nationalisations, Sécurité sociale). Durant les 30 années suivantes, l'Etat sera associé à la modernisation, la productivité, la planification et la redistribution. Ce n'est que dans les années 70 que seront remis en cause les équilibres nés des années 40, ceux du keynésisme, de la confiance dans la puissance publique moteur de l'action économique. Les échecs des années socialistes

de 1981-82 (avec le tournant de 1983) et le triomphe de l'ultralibéralisme nous imposent à présent de redéfinir les relations entre Etat et économie. Au début du 21^{ème} siècle, l'Etat comme acteur privilégié de la politique économique doit remplir 3 grands rôles.

Acteur de la régulation juridique, l'Etat qui doit être le protecteur de la sécurité publique doit l'être aussi de la sécurité économique : aider les entreprises contre les OPA étrangères hostiles, protéger les brevets de propriété industrielle et les salariés.

Acteur de la régulation économique, où il ne faut pas que le marché gouverne tout, l'Etat doit fixer les règles économiques sans tomber dans le protectionnisme. Etat stratège, il doit redevenir l'organisateur institutionnel du territoire et du développement car les acteurs économiques pressés par les impératifs financiers à court terme ne pensent plus le long terme. Cela signifie être l'actionnaire efficace, guider les entreprises – impulsions stratégiques, mutations, nouveaux secteurs – développer les pôles de compétitivité (71 en 2007), favoriser les réseaux économiques de PME innovatrices. Cela signifie aussi corriger les inégalités de revenus des plus défavorisés.

Acteur de la régulation sociale, l'Etat n'a pas à se limiter à la nécessaire redistribution de la richesse. Il doit être le protecteur des biens publics passant par les services publics. Il doit encore humaniser les entreprises, y imposer le statut social : développer la participation des salariés à la gestion, renforcer le rôle des comités d'entreprises et des négociations tripartites Employeur / Etat / syndicats ou représentants de salariés.

Réguler l'actionariat

La mondialisation des économies favorise exagérément les fonds communs de placement, SICAV, fonds de pension et fonds spéculatifs. Les années 1990 ont emballé la stratégie de création de valeur pour l'actionnaire, favorisé le partage des fruits capital/ travail au profit exagéré du capital et de ceux qui n'assument pas directement les risques économiques. Ainsi, Usinor appartient à 45% à des fonds de pension américains !

Il paraît indispensable, au plan européen, de réglementer les OPA pour interdire la précarisation des salariés et taxer différenciellement en fonction des fonds réinvestis.

Au niveau national, dans les entreprises stratégiques, il faut faire jouer le droit de veto de l'Etat et faire utiliser par les dirigeants les moyens qui existent pour rendre inopérantes les OPA étrangères. Le temps est venu de fixer un seuil maximal de rémunération des dirigeants et de supprimer les stocks options.

Enfin, les TPE et PME, qui ont en France une place centrale dans le dynamisme économique (97% ont moins de 50 salariés) doivent recevoir un statut social. D'une façon générale, il faut faire appartenir l'entreprise à ceux qui y travaillent et non exclusivement à ceux qui y spéculent.

5. Pour une politique socialiste de la culture au XXI^{ème} siècle

Depuis les années 1980, la politique française de la culture a connu une évolution conduisant à un affaiblissement important. Pour des socialistes, il paraît à présent indispensable de lui imprimer une autre évolution.

Domaine particulier de l'activité humaine et des relations sociales, la culture est une dimension capitale de la vie. Elle permet de construire un style de vie, personnel et collectif à la fois, qui peut affecter toutes les activités sans se limiter au champ traditionnel de l'art. La culture passe aussi bien par l'artisanat, la cuisine, la musique ou une autre passion. Les socialistes défendent donc dans la culture et ses nombreuses pratiques ce supplément de sens qui aide à mieux vivre. Ils ne nient cependant pas qu'il existe le champ plus spécifique des œuvres en tous genres, classiques et modernes, majoritaires et minoritaires, champ travaillé par la politique qui peut y imposer, soit l'hégémonie d'une culture dominante et même d'une culture d'Etat, soit la démocratisation de toutes les pratiques culturelles.

Notre pays a connu et connaît encore des formes de domination culturelle. Cette normalisation du goût peut être à l'œuvre dans le sponsoring et mécénat d'entreprise, quand il revient à privilégier certains artistes ou certains modes d'expression ; dans des politiques publiques passant par les relais institutionnels des DRAC (directions régionales des affaires culturelles), quand elles sélectionnent et soutiennent exclusivement un type précis d'expression (art conceptuel et minimaliste, par exemple) au détriment de la diversité artistique du moment.

Démocratiser en profondeur la culture

Toute politique socialiste s'honore, non seulement à favoriser chez les citoyens l'égalité d'accès à la culture, mais surtout à apporter plus à ceux qui ont peu de biens culturels, voire n'ont presque rien. Cette démocratisation la plus efficace possible n'est jamais une politique de la marchandisation et du chiffre de fréquentation des lieux culturels. L'accès à la culture passant par la création /production, la diffusion, la fréquentation des biens culturels, l'effort prioritaire doit concerner le stade de la création culturelle. Il est le moment clé où l'individu bénéficie d'une éducation artistique et culturelle, de l'école à l'université, qui doit lui donner pour la vie le besoin de ce supplément de sens qu'apportent les œuvres.

Cette éducation culturelle n'est pas apportée actuellement de façon constante et organisée selon un continuum. Elle doit viser d'abord à ouvrir l'esprit de l'éduqué aux autres et à la diversité des cultures. Cet éveil et ce bain culturels peuvent demander une organisation différente du temps scolaire, avec des plages horaires quotidiennes, dans le cadre d'ateliers fondés sur des savoirs, des savoir faire et des savoir être. Elle réclame des équipes éducatives avec intervenants artistiques (conférenciers, conservateurs de musées, directeurs de salles de spectacles, responsables d'institutions culturelles et d'agences rattachées à l'Éducation nationale). Elle nécessite aussi le concours des parents, l'accès gratuit aux lieux de diffusion culturelle (MJC, Médiathèques, salles de spectacles, musées, etc) sans oublier la fréquentation régulière d'Internet et des médias orientés vers la culture. C'est cette éducation artistique et culturelle permanente qui permettra le mieux la démocratisation authentique de la culture et pourra être prolongée par la mise en place d'un droit culturel pour tous.

Décentraliser le patrimoine culturel

La notion de patrimoine culturel, qui concerne surtout la culture traditionnelle, est devenue à présent consensuelle. Mais la répartition territoriale de ce patrimoine culturel est loin de donner satisfaction,

car elle est trop centralisée sur la région parisienne et laisse subsister sur le reste du territoire national de véritables zones de désertification. Une politique socialiste en ce domaine devra partir de l'état de l'existant en termes d'institutions patrimoniales ; dresser un inventaire complet et précis des particularités culturelles régionales, qui sont autant de richesses, exploitées ou non ; repérer les régions et territoires souffrant de lacunes et commencer à doter plus harmonieusement les Régions en patrimoine culturel nouveau.

Instituées en animatrices de la vie culturelle, les Régions peuvent s'appuyer sur ce qui existe – écoles d'art, d'architecture, de musique, etc – et chercher à implanter de nouveaux sites culturels, du genre Médiathèques. De son côté alors, l'Etat peut sélectionner un axe prioritaire d'action pour valoriser dans les moyens modernes d'expression ce qui apparaîtrait comme trop délaissé (design, tags, jeux vidéo, archives audiovisuelles et numériques, etc...).

La patrimoine culturel, même mieux réparti sur le territoire, a cependant besoin d'être dynamisé pour que chacun puisse se l'approprier. Cette appropriation passe par des édifices et des rituels collectifs. Sur ce point, certaines expériences, profanes ou non, peuvent être utiles quand elles reposent sur la convivialité et le respect des différences culturelles.

Valoriser les cultures minoritaires

La France étant une société multiculturelle, la diversité culturelle est chère au PS. Mais les traditions et les institutions produisent des effets plutôt favorables à la célébration de la culture classique dominante. Par ailleurs, le monde moderne où la télévision et les peurs liées à l'insécurité accentuent l'isolement, favorise la ghettoïsation et les risques de communautarisme qu'il faut combattre. Pour retrouver le chemin de la convivialité, le PS doit donc proposer de multiplier les expériences sociales interculturelles, résolument non mercantiles, qui visent à dynamiser les rencontres et fêtes dans les lieux de résidence (immeubles), les quartiers et autres secteurs de vie. Car les rencontres manifestent les styles de vie et ouvrent au respect des différences culturelles minoritaires.

Des partenariats avec des animateurs d'éducation populaire sont indispensables pour conforter le lien social. Avec ces soutiens et relais, la culture moderne, les cultures régionales, les cultures d'origine étrangère (Afrique du Nord, Afrique noire, Méditerranée, Europe de l'Est et du Nord, etc) bref toutes les cultures minoritaires trouveront l'occasion de se faire connaître, de se développer et de se mêler aux cultures plus officielles.

Favoriser la création artistique et culturelle

Une chose est d'aider les citoyens à s'adonner à des pratiques culturelles comme « consommateurs », une autre est de créer les conditions favorables à la création et production d'œuvres.

En ce sens, le PS doit favoriser le plus possible la création d'événements culturels faisant appel à la participation. On pense à ces expériences où le public de théâtre est partie prenante du spec-

tacle en y intervenant, et surtout à ces récits de vie où les citoyens (ouvriers, paysans, etc) sont interviewés et photographiés pour apporter la matière première d'un spectacle dans lequel ils pourront encore jouer s'ils le veulent. Par ailleurs, il existe ces cafés littéraires ou philosophiques poursuivant les mêmes objectifs : se retrouver, prendre la parole, échanger, conforter le lien social, faire circuler les cultures. Dans tous ces cas, le citoyen participe à une création prise en charge par un tiers, metteur en scène ou animateur.

Favoriser l'écllosion de talents artistiques maîtres de leur propre création réclame cependant d'autres moyens, des supports juridiques et économiques qui pourraient relever d'un mécénat populaire assumé politiquement. Il s'agirait d'apporter un statut et une aide financière pour développer l'activité créatrice. Le mouvement associatif est une partie de la réponse à cet objectif. Mais il faut encore songer, pour ceux qui le souhaitent, à la mise au point d'un statut d'artiste amateur à côté du statut d'artiste professionnel. Ce statut ouvrirait la possibilité de rémunération sous la forme de droits d'auteur quand des œuvres sont exposées et la possibilité d'un soutien financier des pouvoirs publics, dans des conditions à préciser. Actuellement, on voit se multiplier les fêtes artistiques où les créateurs, souvent sur le mode du bénévolat, sont mobilisés pour faire de la simple animation culturelle. Cela n'est pas pertinent pour faire fonctionner l'ascenseur culturel, pour leur permettre d'avoir une activité pérenne et pour les aider à assumer des confrontations hors région, y compris à l'étranger.

Soutenir la culture numérique

La révolution informatique et numérique est une solide réalité qui s'appuie sur la technologie la plus puissante du moment, qui est l'un des vecteurs de la mondialisation et qui creuse le fossé entre les générations. Le numérique permet beaucoup : la diffusion d'informations, la communication quasi instantanée et à grande échelle, la découverte et la pratique de formes d'expressions sonores, visuelles, audiovisuelles et virtuelles. Il a ouvert une forme de démocratie et une économie spécifiques. La politique socialiste de la culture se doit d'accompagner cette révolution pour qu'elle profite au plus grand nombre.

À l'école, si l'on a les salles et les ordinateurs, il reste encore à former une bonne partie du personnel enseignant pour le mettre au diapason de la réalité. Assistants d'éducation et autres emplois jeunes d'hier peuvent y contribuer. De leur côté, les élèves doivent pratiquer systématiquement l'ordinateur dans des expériences pédagogiques à généraliser. Au collège, au lycée et à l'université, des équipes pédagogiques multidisciplinaires pourront porter les projets conjuguant arts numériques, langue française, mathématiques et autres savoirs. La création de blogs et la possibilité de disposer d'une adresse personnelle de messagerie sont utiles, dans la limite des filtrages institutionnels.

Il paraît aussi indispensable de favoriser le téléchargement, gratuit pour l'utilisateur, de films, musiques, œuvres numériques, textes. Ce sont la réglementation et le financement en amont des droits d'auteur, ainsi que la création d'un Service public du numérique alimenté par le dépôt légal des archives, qui doivent seulement relever de la politique culturelle d'un gouvernement socialiste.

6. Pour des modifications profondes de la stratégie socialiste

Un certain nombre de réalités imposent à notre Parti de se rénover profondément. Il s'agit d'abord de réalités mondiales comme la globalisation des questions économiques et écologiques, de réalités françaises comme la montée de la précarisation. Il s'agit ensuite de l'insuffisance, voire même de l'inexistence prolongée d'un travail idéologique qui nous permettrait de penser les réalités en question. Il s'agit enfin de changements institutionnels récents comme le quinquennat, qui oblige à construire l'organisation politique apte à l'affronter victorieusement.

Rénover toute notre culture de parti

Face aux réalités évoquées, le PS souffre actuellement de graves lacunes.

Ainsi, un fort décalage existe entre les 3 composantes que sont la démocratie des courants, la démocratie des adhérents et le vivier des sympathisants. Institués par le « cycle d'Épinay », engoncés dans la proportionnelle, les courants ne produisent plus une synthèse reflétant fidèlement les positions idéologiques des socialistes, mais une cristallisation sur des questions de leaders et de personnes. La synthèse devient alors, non une proposition pour changer la société, mais un instrument de pacification interne, du reste bien aléatoire. Les adhérents ne comprennent plus ou ne partagent plus alors ces enjeux de pouvoir interne, ils ne cherchent plus à s'intégrer à la vie du Parti. Enfin, les sympathisants restent en marge ou, s'ils sont entrés, cherchent à fuir à la première occasion.

Une autre lacune concerne les nécessaires relations avec les syndicats, le mouvement associatif, les organisations de défense, les PME, les autres partis de Gauche.

Au total, il manque donc au PS actuel une logique globale d'action qui s'attacherait à penser dans toutes ses dimensions un socialisme du 21^{ème} siècle et à construire un réseau de relations permanentes avec l'ensemble du mouvement revendicatif. Sans ces deux atouts, le PS risque fort de se dissoudre dans le libéralisme économique, ou de continuer à fonctionner comme un microcosme avec ses ténors/stars et ses « petites mains ».

Il ne paraît cependant pas souhaitable de changer le nom du Parti. En tant qu'appareil institutionnel et politique, le PS doit dorénavant s'en tenir uniquement aux idées, à un travail idéologique permanent reposant sur une connaissance fine des conditions de vie des Français, de façon à se doter de repères nouveaux et pertinents. Les chapitres précédents ont décrit les fondements de sa doctrine renouvelée : une vision de la société française du 21^{ème} siècle où les dimensions sociales (culturelles) et environnementales sont les priorités absolues, la politique économique étant à leur service ; affectés à chacune de ces dimensions, des indicateurs explicites permettant d'évaluer concrètement l'avancée de l'action politique.

Notre parti est stratifié comme l'État : des sections, une fédération départementale, un appareil national. Il semble à présent urgent que les sections de base puissent améliorer leur fonctionnement en installant des liens (via un responsable de section affecté à cette mission) avec les associations, les organisations, les syndicats. Indispensable aussi d'améliorer les procédures de conduite de réunion, en distinguant secrétaire de section et animateur, en formant des animateurs, en rendant obligatoires les comptes-rendus de réunions.

Au plan intermédiaire fédéral comme au plan national, le Parti devrait proposer un mode de réflexion permanente sur les grands sujets du moment, des procédures de réponse commune de la Gauche aux actions de la Droite au gouvernement, et si nécessaire, une consultation de masse sur des contenus précis.

Refonder notre stratégie d'alliances

Seconde par rapport à la question du projet politique global mais néanmoins importante, la question des alliances se résume à 3 hypothèses : gouverner seul au pouvoir, s'allier à d'autres partis de Gauche, s'ouvrir jusqu'aux républicains de progrès. En ce domaine, les réalités arithmétiques s'imposent souvent, et elles ne sont guère favorables à la Gauche !

Or, les alliances sont devenues à présent de plus en plus complexes. La notion même de parti politique est presque partout problématique, parce que le comportement des certains membres de partis est plus erratique et que l'on exprime plutôt ses différences internes. Sur ce point, le PS n'a d'ailleurs de leçon à recevoir de personne ! Dans ce contexte, comment repenser les alliances ?

Il n'est pas d'autre stratégie que de conjuguer étroitement 3 exigences : bâtir entre socialistes un projet politique fort et cohérent pour le moyen terme, d'où puisse sortir un programme de gouvernement à court terme ; rassembler avant les élections les partis de Gauche sur des plates-formes programmatiques claires, les plus proches possibles des fondamentaux du projet socialiste ; ouvrir hors

appareil, en direction des électeurs, notre projet et notre plate-forme programmatique aux républicains de progrès qui s'y reconnaissent.

Mieux gouverner pour durer au pouvoir

Un rituel politique s'attache à la pratique du pouvoir. Traditionnellement, le candidat à la Présidentielle se fait élire sur un programme en forme de liste de réformes, il cherche à engager très vite ces réformes, il affirme chemin faisant qu'il tient toujours ses promesses. Mais bon nombre de difficultés surgissent, accentuées à présent par le rythme ultrarapide qu'impose le quinquennat et par l'ampleur des questions difficiles nées de la mondialisation (économique, écologique, sociale, culturelle).

Pour que la politique socialiste effectivement conduite soit le plus possible cohérente et conforme à l'annonce qui en a été faite, il paraît indispensable que des instances de veille fonctionnent pour assurer cette adéquation entre promesses et réalisations : le Parti peut en être une. Il faut encore que des contre-pouvoirs soient mis en place, le contrôle permanent du Parlement en étant un : au besoin, il faudrait envisager la possibilité de ne pas voter de lois supplémentaires quand des lois antérieurement votées n'ont pas connu le moindre soupçon d'application. Enfin, la Cour des comptes ne devrait plus être cantonnée dans de simples recommandations non suivies d'effets.

Plus le rythme de l'action politique s'accélère, plus il faut que notre démocratie clarifie les conditions d'exercice du pouvoir et l'indispensable contrôle démocratique à en exercer.